



Communiqué de presse

En Ardèche, les caisses sont vides et les élèves paient la facture !

Chaque jour, les personnels des Réseaux d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté (RASED) se déplacent dans les écoles du département pour travailler avec des petits groupes d'élèves en difficulté d'apprentissage.

Chaque jour, par leurs interventions professionnelles, ils aident les plus fragiles à avancer, à prendre confiance.

Chaque jour, ils épaulent, par leur expertise, les équipes pédagogiques parfois isolées. Les RASED sont un des maillons essentiels de la réussite de toutes et tous !

Mais les grands argentiers de Bercy et du ministère de l'Education Nationale ne l'entendent pas de cette oreille : ils voient dans la limitation des déplacements de ces personnels itinérants une source d'économie budgétaire de plus !

En effet, parce qu'il n'y a plus de pognon dans les caisses, les enseignant·es des RASED ont reçu l'instruction de limiter drastiquement leurs trajets à leur école de rattachement ou leur lieu de résidence personnelle !

En clair, dès à présent, il leur est demandé de laisser au bord du chemin les élèves en difficulté des écoles victimes de cette décision par manque de moyens !

De même, les familles qui devaient rencontrer les psychologues de l'éducation nationale sont désormais priées de se déplacer.

C'est à ce genre de mesures méprisantes et déplorables qu'on perçoit le niveau de priorité pour l'éducation par les gouvernants actuels. Retrait des frais de déplacements, suppressions de postes, chute des recrutements, explosion des problèmes de remplacement... Jusqu'où l'Etat ira-t-il dans la destruction du service public d'éducation ? Cette année encore, le ministère de l'Education Nationale a été contraint de restituer 285 millions d'euros sur son budget.

Pour nos organisations, il est inacceptable que les élèves les plus fragiles des zones rurales paient encore une fois les conséquences financières d'un gouvernement au seul service des premiers de cordée. Il ne peut y avoir d'école publique à deux vitesses !

Nos organisations s'adressent dès à présent à la Rectrice de Grenoble pour exiger les moyens d'assurer la continuité du service public d'éducation.

Privas, le 19 septembre 2024.